



CONSEIL DE L'UNION
EUROPÉENNE



Conclusions du Conseil sur la troïka de l'UE avec l'Afghanistan

*2865ème session du Conseil RELATIONS EXTERIEURES
Luxembourg, le 29 avril 2008*

Le Conseil a adopté les conclusions suivantes:

"L'Union européenne souhaite la bienvenue au représentant du gouvernement afghan à la réunion de la troïka UE avec l'Afghanistan et tient à réaffirmer son soutien au gouvernement afghan et à sa stratégie nationale de lutte contre la drogue. Elle rappelle qu'il incombe au premier chef au gouvernement afghan de s'attaquer au problème de la drogue. L'UE demeure résolue à contribuer à la lutte contre le trafic de drogue et le détournement de précurseurs qui menacent la stabilité et la prospérité de l'Afghanistan ainsi que la sécurité de l'ensemble de la région.

Nous nous félicitons vivement que le Conseil commun de coordination et de suivi de l'Afghanistan se soit réuni récemment à Tokyo et que le gouvernement afghan se soit engagé à accélérer et renforcer la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la drogue

- i) en assurant la protection des forces chargées de l'éradication des cultures illicites dans des zones ciblées;
- ii) en restructurant et réformant le fonds spécial de lutte contre les stupéfiants (Counter Narcotics Trust Fund);
- iii) en planifiant au niveau des provinces la mise en œuvre des activités de lutte contre la drogue, sur la base des plans de développement provincial;
- iv) en élargissant et en exécutant de manière effective les programmes visant à promouvoir le développement de l'économie légale, y compris le soutien économique accordé aux cultures commerciales licites et aux industries rurales;
- v) en renforçant les institutions judiciaires et les autres institutions juridiques ainsi qu'en intensifiant les efforts en matière d'interdiction;

P R E S S

Rue de la Loi 175 B - 1048 BRUSSELS Tel.: +32 (0)2 281 8239 / 6319 Fax: +32 (0)2 281 8026
press.office@consilium.europa.eu <http://www.consilium.europa.eu/Newsroom>

1

FR

- vi) en continuant d'approfondir la coopération transfrontière, régionale et internationale dans le cadre de la lutte contre la drogue; et
- vii) en intégrant la question de la lutte contre la drogue dans toutes les politiques gouvernementales.

Nous estimons que la mise en œuvre de cette stratégie est primordiale. Les efforts visant à améliorer l'État de droit grâce à une police et un système judiciaire efficaces jouent un rôle déterminant. Pour lutter contre le problème de la drogue à long terme, il est également capital de traduire en justice ceux qui sont impliqués dans le trafic de drogue, d'améliorer la sécurité, de renforcer les moyens d'action des autorités provinciales et de combattre la corruption.

Il est essentiel que l'Afghanistan se prenne en main et tienne ses engagements, et l'UE est disposée à l'aider en mettant en œuvre sa vaste stratégie de lutte contre l'économie de l'opium qui vise à la fois à améliorer les débouchés économiques, à assurer le développement social et à renforcer la sécurité et la gouvernance. L'aide de l'UE pour 2007-2013 est axée sur ces aspects.

En ce qui concerne la sécurité, l'UE appuie pleinement les travaux de la mission de police EUPOL déployée dans le cadre de la PESD, et elle invite les États membres et les partenaires internationaux à continuer de déployer un personnel de police compétent. Elle souligne également l'importance primordiale que revêt le programme de mesures au titre de l'instrument de stabilité pour aider l'Afghanistan à promouvoir l'État de droit en soutenant la réforme du secteur de la justice.

L'UE est consciente qu'il n'existe pas de solution miracle. Le cas du Pakistan et de la Thaïlande montre que la lutte contre la culture du pavot prend du temps et qu'il est essentiel de suivre une approche globale et coordonnée. Conformément à la stratégie nationale afghane de lutte contre la drogue, il convient en priorité de lutter contre le trafic de drogue tout en développant les moyens de subsistance en milieu rural, en réduisant la demande de drogue et en renforçant les institutions publiques, en particulier la justice pénale et les services répressifs. Nous nous félicitons également que la question de la lutte contre la corruption fasse désormais partie intégrante de la lutte contre la drogue en Afghanistan, ainsi que l'indique le rapport sur la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la drogue présenté au Conseil commun de coordination et de suivi.

Dans le cadre de ces efforts à long terme, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) devra envisager de multiplier et compléter les divers rapports qu'il établit, ce qui pourrait aider le gouvernement afghan et la communauté internationale à évaluer les résultats obtenus pour chacun des piliers de la stratégie nationale de lutte contre la drogue.

L'UE note avec satisfaction que le gouvernement afghan est opposé à la culture légale de l'opium et elle soutient sa position."
